

HISTOIRE, GEOGRAPHIE ET GEOPOLITIQUE

Option scientifique

Dominique HAMON

Sujet : le pétrole et le gaz naturel, richesses et armes à risques

Certes inscrit dans l'actualité brûlante, le sujet se présente surtout, par son caractère transversal, comme **une ample synthèse, d'ordre économique, géopolitique et écologique**. Les thèmes induits se réfèrent aux programmes de première (*les enjeux énergétiques, risques et développement durable*) et de deuxième année (géoéconomie et géopolitique des continents et des grandes puissances).

Les deux documents joints visaient à soulager la mémoire des candidats et à les aider à circonscrire tous les aspects du sujet. Les indications de la **chronologie** ont indéniablement servi. Mieux vaut cependant ne pas lui emprunter un exemple si on ignore visiblement son contenu, comme ces candidats qui parlent de la compagnie pétrolière de Suez, du Torrey Canyon coulé au Libéria puis dérivant jusqu'en Bretagne, de l'embargo américain de 1982 contre la Russie, ou de la création de l'*Association for the Study of Peak Oil and Gas* par le président Chavez. La paraphrase ne masque jamais le manque de connaissances, ni le déficit de réflexion. Certains candidats ne savent pas relier un exemple, même issu de la chronologie, à l'un des termes du sujet. Ils peinent à reconstituer la profondeur historique et se contentent de juxtaposer des événements détachés de leur contexte, multipliant ainsi les anachronismes. Pour illustrer l'idée que les hydrocarbures sont également sources de coopération, on cite dans la même parenthèse la création de l'OPEP et l'accord sur l'éthanol entre les Etats-Unis et le Brésil. Les marées noires sont mises sur le même plan que le réchauffement climatique.

Avec la conviction que les futurs cadres d'entreprise auront davantage besoin d'interpréter une **carte** que de la dessiner avec leurs crayons de couleurs, il nous a paru intéressant de proposer à l'attention des candidats une carte géopolitique en rapport avec le sujet, ni trop simple, ni trop compliquée, et lisible en noir et blanc. Elle fut hélas très rarement intégrée à l'argumentation. Pire, beaucoup de copies donnent l'impression qu'elle fut à peine regardée. Ignorant superbement la légende, notamment les risques liés au manque d'interconnexions et d'infrastructures en aval, les candidats limitent les problèmes économiques et géopolitiques de l'approvisionnement en hydrocarbures de l'Europe à ses relations avec Poutine. Mais sans doute est-il prématuré de tirer un bilan définitif de l'expérience.

Tous les candidats avaient des connaissances sur le sujet, davantage sur le pétrole que sur le gaz, dont les spécificités sont rarement exploitées. Les copies vides ou très pauvres sont l'exception. Si l'exhaustivité n'est pas la condition *sine qua non* de la réussite, dès lors qu'un ou deux exemples bien choisis et correctement développés suffisent à étayer une idée, le jury apprécie toutefois que, sur un sujet concernant le monde, les exemples ne s'arrêtent pas au Moyen-Orient et à l'Europe. L'Amérique latine est souvent présente avec le Venezuela et la Bolivie, Petrobras et même la Pemex. Mais le Japon est rarement cité parmi les pays importateurs, et l'Asie centrale, malgré la carte, quasi absente. Sur le fond même du sujet, **certaines lacunes sont très regrettables :**

- presque aucune copie ne mentionne que la mondialisation et la financiarisation du marché du pétrole, dont les flux internationaux se font principalement par la voie maritime, rendent vain tout embargo ciblé, par lequel un pays exportateur prétendrait priver de son pétrole un pays importateur.

- sauf la coupure par Poutine du gaz livré à l'Ukraine, la « bataille des conduites », pourtant abondamment évoquée par la chronologie, est largement méconnue. Cette lacune est appariée au défaut d'approche spatiale, une faiblesse particulièrement fâcheuse en géopolitique, et avec une carte annexée au sujet !

- le thème de la richesse est le plus souvent traité de manière excessivement déséquilibrée. Les candidats sous-estiment, jusqu'à la passer sous silence, la dépense constructive des revenus du pétrole par les pays exportateurs, notamment les investissements visant à diversifier leur économie, et brossent un portrait caricatural des Etats du Golfe. Alors qu'ils auraient dû exposer, succinctement mais avec précision, différents cas nationaux, les candidats sont vite pessimistes et privilégient la « malédiction » de l'économie de rente, illustrée par le Nigeria. Inversement, le risque économique pour les pays consommateurs/importateurs est rarement perçu. Paradoxe étonnant par rapport au contexte et à leur vécu immédiat, les candidats n'évoquent pas les conséquences négatives, différenciées selon les activités et les catégories socioprofessionnelles, des chocs pétroliers pour les pays consommateurs, pour lesquels les hydrocarbures sont aussi un bien précieux. Les effets varient aussi selon les types d'économie, et de manière paradoxale si on compare les NPI aux PMA. Selon la Banque Mondiale, chaque hausse du baril de 10 \$ entraîne une baisse de 1,5 % du PIB des pays les plus pauvres. Les liens entre la richesse et certains moyens de la puissance ne sont pas mis en exergue, ni pour les Etats détenteurs d'hydrocarbures (largesses du Venezuela, financement de mosquées à l'étranger, achats d'armes, fonds souverains), ni à plus forte raison pour les pays importateurs qui ont, depuis des décennies, adossé leur puissance à des économies fortement consommatrices d'hydrocarbures.

- le traitement du thème écologique a été le plus décevant. Très rarement annoncé dans l'introduction, ce qui n'est pas bon signe, l'impact négatif des hydrocarbures sur l'environnement est expédié à la fin du devoir, très vite et sans nuance, et surtout déconnecté du reste. Les candidats ont eu beaucoup de mal à entrevoir la globalité du sujet, et sont passés à côté d'une idée essentielle : la convergence des enjeux économiques et écologiques, et même géopolitiques si on considère que le risque climatique menace aussi la sécurité internationale. Quelques candidats seulement établissent un lien explicite entre la raréfaction des hydrocarbures, leur cherté actuelle, leurs nuisances et la remise en cause du modèle économique et social dit occidental. La mise en œuvre d'un nouveau système, moins gourmand en transports donc à l'opposé de la mondialisation, est peut-être une utopie. C'est dire combien la relève des hydrocarbures sera longue, difficile et coûteuse. Il n'est pas demandé aux candidats de régler les problèmes du monde (« comment gérer l'après-pétrole ? »), ni de désigner des coupables (« l'avidité des pays exportateurs »). Il s'agissait ici de souligner que, dans une logique d'optimisation des risques, les producteurs/exportateurs, les consommateurs/importateurs, et tous les habitants de la planète, ont finalement le même intérêt à un prix durablement élevé des hydrocarbures, pour en même temps financer les investissements de production qui prolongeront la vie des hydrocarbures (longtemps indispensables comme carburants), et faciliter les politiques volontaristes de sobriété et de substitution.

Si le volume des analyses exactes et pertinentes reste un facteur important de différenciation des copies entre 4 et 8 ou entre 12 et 19, il n'apparaît pas cette année comme le critère qui les départage, en les classant dans l'un ou l'autre groupe.

L'organisation des connaissances a été déterminante. Les introductions laissent encore beaucoup à désirer. Certains candidats persistent à se désintéresser des termes du sujet et à en préférer d'autres : chance ou malédiction, atouts et défis, pétrole et développement, pétrole et mondialisation, évolution des rapports Nord-Sud, comme s'ils se raccrochaient à des sujets étudiés antérieurement. D'autres abusent des notions d'enjeux ou de dépendance, jusqu'à les transformer en mots valises, vides. Au-delà du pétrole et du gaz, il était souhaitable d'identifier les véritables acteurs dès l'introduction. Les gouvernements des pays producteurs et des pays consommateurs, les compagnies, apparaissent certes dans le devoir, mais les peuples restent sacrifiés.

Rappelons que l'introduction développe une réflexion minimale sur le sens et l'intérêt du sujet, définit les termes du libellé et précise leurs relations, explicite les idées directrices et sous-jacentes, les situe dans le

temps et l'espace. Inutile de multiplier les phrases interrogatives pour cerner la problématique, quand il s'agit en l'occurrence de l'exprimer en deux mots : les paradoxes de l'interdépendance. Pour autant, un progrès est perceptible. Un nombre inhabituel de candidats procède à une analyse méthodique des mots clés. Beaucoup d'introductions donnent l'impression que les candidats ont bien compris le sujet. Les armes, utilisées au sens figuré comme des moyens de pression, sont à double tranchant. Elles permettent d'obtenir des avantages économiques et politiques. Mais elles peuvent se retourner contre ceux, les pays consommateurs comme producteurs, qui les manient sans discernement. La richesse que représentent les hydrocarbures est en mesure de favoriser le développement, mais comporte aussi des risques comme les effets pervers de l'économie de rente et les dégâts sur l'environnement. La déconvenue, hélas très fréquente, n'en est que plus forte quand les candidats ne parviennent pas à conduire leur argumentation de manière claire et convaincante, en sériant les thèmes selon un fil conducteur simple et cohérent. De nombreuses copies, bien documentées, traitent moins le sujet qu'elles ne le « rencontrent » plus ou moins volontairement. Pour les plus mauvaises, ce qui tient lieu de dissertation part dans tous les sens, veut dire en même temps tout et son contraire, mélange les richesses, les armes, les risques, dans une énumération décousue et confuse de faits. Le contenu, parfois riche, est dilapidé dans un catalogue désordonné.

Le plan chronologique était le moins pertinent, et très peu de candidats s'y sont fourvoyés. Le sujet ne portait pas sur l'histoire du marché du pétrole, et l'évolution du prix ne figurait pas dans la chronologie indicative. Pourtant beaucoup de candidats ont consacré la troisième partie à des « enjeux actuels » (la flambée du prix, la guerre d'Irak, Poutine et l'Europe, la Chine et l'Afrique) qui n'ajoutent évidemment rien sur le fond à ce qui précède, sauf le « tiroir » pollution brusquement ouvert à la fin. L'environnement devient un « nouveau défi »...depuis le rapport Meadows de 1972 !

Le libellé du sujet suggère une analyse dialectique des interactions. Comme l'illustrent les trois chocs pétroliers, être richement doté en hydrocarbures au point d'avoir une capacité d'exportation, est pour un Etat source de croissance économique (et même de développement) et de puissance politique, au grand dam des pays importateurs. Mais ceux-ci, dont la puissance semble directement proportionnelle à leur consommation d'hydrocarbures, montrent (ont montré) qu'ils peuvent aussi profiter des pétrodollars et limiter leurs risques en termes de dépendance et de sécurité, tandis que les Etats exportateurs courent de vrais dangers, extérieurs et intérieurs, d'ordre géopolitique et économique. Les risques sont donc comme les acteurs, interdépendants. Mieux, producteurs et consommateurs partagent des risques communs, comme l'interruption des flux par les attentats terroristes, la dégradation de l'environnement et l'épuisement du pétrole bon marché. L'idée que les hydrocarbures sont un « bien public » de l'humanité permet de dépasser les oppositions premières.

On pouvait aussi bâtir la troisième partie sur les efforts poursuivis par les uns et les autres pour limiter leurs risques. Enfin, certains candidats ont prouvé que suivre le triptyque richesses/armes/risques était acceptable. A la condition d'un emploi rigoureux des termes, ce plan s'est avéré plus efficace que l'embrouillement de trop nombreuses copies.

Les copies les plus confuses sont les moins bien écrites. Les correcteurs déplorent beaucoup de maladresses d'expression : difficultés de formulation, lourdeurs de style, obscurités. Ils sanctionnent sévèrement le charabia et les fautes d'orthographe, quand elles deviennent innombrables. Les candidats doivent veiller à ne pas relâcher la forme de leur travail, il est vrai indissociable du fond. Les candidats reproduisent sans précaution des citations (la même est attribuée à divers auteurs) ou des formules empruntées ici ou là (le *collier de perles* chinois, les *crottes du diable* en Afrique noire). Le jury s'étonne qu'un candidat au concours d'une grande école puisse encore, après deux années de classe préparatoire, s'inquiéter de « l'effrayante émergence des Etats arabiques depuis le fond du désert ». Pour d'autres, « le pétrole est l'opium du peuple » et « l'or noir n'est pas tout rose ». « Chavez bombe le torse ». Quant au Shah d'Iran, il « était certes un dictateur, mais éclairé, pro-occidental et laissant des libertés non négligeables ».

Moins de 20 % des copies ont une note inférieure à 8, la moitié entre 8 et 11 et 13,4 % de 14 à 19. L'épreuve a bien répondu aux attentes du jury. Le sujet n'a pas déconcerté les candidats, et a permis à la majorité de faire valoir des connaissances convenables, acquises par une préparation sérieuse. Mais seule une minorité a pris toute la mesure du sujet et conjugué avec bonheur savoir, méthode et élégance.

Correcteurs : Dominique Hamon, Nicole Anquetil, Pierre Biard, Michel Bouliou, Martine Citron, Michèle Dujany, Marguerite Graff-Langlois, Ivan Serge Keller, Jean Kogej, Marie-Gabrielle Lachmann, Catherine Maillé-Virolle, François Martin, Anne MICHELON, Stéphanie Morillon, Frédéric Munier, Martine Piffault, Anne Rebeyrol, Marie Stern, Vincent Thebault, Denise Vallat.